dodis.ch/56493

t. 300-33 - CL/SMJ

Berne, le 21 mars 1990

Distribution: DFAE M. l'Ambassadeur F. Staehelin
MM. R. Wilhelm, J.-F. Giovannini

M. l'Ambassadeur J.-P. Keusch
M. le Ministre W. Gyger

OFAEE M. l'Ambassadeur P.-L. Girard
MM. W. Jaggi, P. Kalas

OFEFP M. le Directeur Böhlen
MM. A. Clerc, R. Clémençon

Délégation suisse aurpès OCDE
M. l'Ambassadeur E. Roethlisberger
M. A. Thalmann

Rapport concernant la réunion qui s'est tenue les 15 et 16 mars 1990 à la Banque mondiale à Paris en vue de la création d'un Fonds pour l'Environnement global

---

Participants: - Banque mondiale, PNUD, PNUE
(annexe 1) - 17 pays industrialisés (pour la Suisse: L. Currat, DDA)

Documents: - World Bank, Funding for global Environment, Discussion Paper, February 1990.
- Note CL du 12/3/90 résumant les résultats de la discussion de préparation du 9/3/90 entre OFAEE/OFEFP/DDA.

A. PRINCIPAUX POINTS DE LA DISCUSSION à PARIS, 15-16/3/90

1. Définition: après quelque flou au cours du 1er jour de discussion, nous nous sommes rapidement mis d'accord: la Facilité ne financerait que les projets d'intérêt global (ozone, réchauffement, biodiversité, eau) à l'exclusion des projets d'intérêt national (déforestation, protection des sols, traitement des déchets locaux, etc.). Si un projet à 100% d'intérêt national a également un

Dodis

dodis.ch/56493

impact sur l'environnement global, il n'entrerait pas en ligne de compte pour le financement par la nouvelle Facilité éventuelle. Si un projet est à 90% d'intérêt national et à 10% d'intérêt global (exemple: un projet industriel dont la nouvelle technologie, permettant d'éliminer les CFC, coûte 10% de plus que la technologie traditionnelle) le 10% du coût du projet pourrait être financé par la nouvelle Facilité.

2. La question du besoin de créer une nouvelle Facilité en faveur des PVD pour attaquer les problèmes d'environnement global.

A l'exception des USA et du Japon, toutes les délégations ont reconnu ce besoin (au moins à la fin du 2ème jour de discussion) étant donné que les PVD ne veulent pas s'endetter pour les projets d'intérêt global pour 2 raisons:

- urgence des projets d'intérêt national: emploi, santé, éducation, urbanisme, etc.

- les PVD considèrent que les problèmes globaux sont de la responsabilité des pays industrialisés.

Les USA et le Japon pensent que les instruments existants devraient suffire.

3. Facilité multilatérale ou cofinancement?

A l'exception des USA et du Japon, et peut-être de la Grande-Bretagne, toutes les délégations reconnaissent la nécessité d'une Facilité multilatérale qui serait au centre du système (Core funding facility) et qui coordonnerait les contributions multi-bilatérales, dont l'importance est reconnue par tous.

4. Quelles conditions financières?

La grande majorité des délégations s'accordent à penser que les pays IDA devraient obtenir des fonds non-remboursables et que les pays IBRD devraient pouvoir emprunter à des conditions concessionnelles pour les projets d'intérêt global, par exemple conditions IDA. Le taux n'a pas été discuté mais il ne fait pas de doute qu'il devra être suffisamment concessionnel pour inciter les pays à emprunter pour des projets d'intérêt global. Les pays "non-IDA" et "non-IBRD" n'auraient pas accès à la Facilité.

dodis.ch/56493

5. Ozone seulement?

La grande majorité des pays pensent que la Facilité devrait également pouvoir financer des projets liés au réchauffement de l'atmosphère, à la biodiversité ou à la qualité des eaux, même si le dossier ozone est plus avancé, étant donné la similarité des problèmes. D'autres dossiers d'intérêt global pourraient être ajoutés (pour autant qu'ils présentent les mêmes caractéristiques que les 4 premiers) avec l'approbation des pays donateurs.

6. Rôle PNUD/BM/PNUD

Toutes les délégations ont reconnu l'avantage comparatif de ces 3 institutions et l'importance d'une collaboration étroite entre les 3:

- UNEP: conception globale et conseiller technologique et scientifique;
- WB: gestion de la Facilité et des cofinancements;
- PNUD: assistance technique.

7. Caractère pilote pour 1991-93: reconnu par tous.

8. Montant de la Facilité 1991-93: Le papier de la BM mentionne un chiffre de $ 400-800/an pour la période 1991-93. Une enquête récente plus détaillée auprès des départements géographiques de la BM montre que ce chiffre pourrait être dépassé et atteindre $ 3 milliards pour 1991-93. Lors de la discussion à Paris, la majorité des délégations se sont mises d'accord pour dire que le chiffre devrait être crédible pour les PVD, et que nous devrons définir l'ordre des priorités de façon à pouvoir adapter le nombre de projets financés aux disponibilités financières.

9. Contributions volontaires ou burdensharing?

Il n'y a pas eu consensus à ce sujet, les USA et le Japon excluant pratiquement le burdensharing, la plupart des autres pays proposant le burdensharing. Le Japon s'est déclaré favorable à des cofinancements.

10. Arrangements institutionnels

A ce stade de la discussion, 4 arrangements sont envisagés mais restent encore à discuter en détail:

dodis.ch/56493

- arrangement PNUE/BM/PNUD sur leur mode de collaboration;
- réunion des donateurs (2 fois par an);
- comité consultatif avec les PVD et les ONG;
- "advisory committee" pour les questions scientifiques.

B. POSITION SUISSE EXPRIMEE A PARIS 15-16/3/90

Comme les autres délégations, la Suisse s'est exprimée à titre préliminaire:

- Besoin de créer une nouvelle Facilité en faveur des PVD pour attaquer les problèmes d'environnement global.
- Facilité multilatérale en ce qui concerne les "Core activities".
- Conditions financières non-remboursables aux pays IDA, taux concessionnel pour les pays IBRD. Rétrocession des fonds cependant à l'emprunteur final au taux du marché.
- Facilité devrait couvrir les 4 domaines mentionnés dans la proposition BM et d'autres domaines éventuels présentant les mêmes caractéristiques, avec l'approbation des pays doneurs.
- Avantage comparatif important pour PNUE/BM/PNUD.
- Importance du caractère pilote de la Facilité pour 1991-93.
- Montant de la Facilité devrait être crédible.
- Importance de définir de façon précise et restrictive les activités qui pourraient être financées par la Facilité, de façon à ce que les activités à financer ne dépassent pas les fonds disponibles.

  Autres avantages d'être précis et restrictif:

  - o démontrer que nous ne voulons pas créer une Facilité qui fasse double-emploi avec d'autres;
  - o en nous limitant strictement aux questions d'intérêt global, il est possible que nous puissions obtenir des fonds en dehors de l'APD.
- Objectif est burdensharing étant donné l'intérêt global. Si, dans la phase pilote, nous n'arrivons pas à réunir les conditions du burdensharing, nous devrions néanmoins démarrer pour autant qu'il y ait un grand nombre de pays participants et pas seulement quelques-uns.

dodis.ch/56493

- Arrangements institutionnels: comme dans A10 ci-dessus
- Facilité ne devrait pas s'occuper des "debt for nature swaps".

C. **PROCHAINE ETAPE**

- BM révise le "Position paper" de février 1990
- Soumission au Development Committee du 8/5/90.

L. Currat

Annexe 1 : Liste des participants

cc: DAN, CP, RAE, PA/RH/RYD/ESR, HZ/FMA, HRO/IK, EZ

CL:
Vorbereitung einer Instruktion an BAWI?

dodis.ch/56493

Annexe 1

03/14/90

MEETING ON FUNDING FOR THE GLOBAL ENVIRONMENT

Paris, France, Thursday and Friday, March 15-16, 1990

PROVISIONAL LIST OF DELEGATES

Chairman
Mr. Ernest Stern
Senior Vice President, Finance
The World Bank

WORLD BANK

Mr. D. Joseph Wood
Mr. Stephen Silard
Mr. Basil G. Kavalsky
Mr. Kenneth Piddington
Mr. Heinz Vergin
Mr. Olivier Lafourcade
Mrs. Mary Oakes Smith
Mr. Tanju Yurukoglu
Mr. Thierry Baudon
Ms. Patricia Annez

International Finance Corporation (IFC)

Mr. Giovanni Vacchelli

AUSTRALIA

Mr. Robert Carling — Head of Delegation
Alternate Executive Director
The World Bank

Mr. John Bailey
Director
Sectoral Studies
Australian International Assistance Bureau

Ms. L. Hingee
First Secretary
Permanent Delegation to the OECD

AUSTRIA

Mr. Harald Sitta — Head of Delegation
Deputy Director
International Finance Institutions
Ministry of Finance

Mr. Walter Rill
Advisor
Office of the Executive Director
The World Bank

dodis.ch/56493

BELGIUM

Mr. Danny Gekhiere — Head of Delegation
Chef de la Division Multilaterale
de l'Administration Générale de
la Coopération au Développement

Mr. Luc Peetermans
Conseiller-adjoint
Trésorerie
Ministère des Finances

CANADA

Mr. Steven Cobrin — Head of Delegation
World Bank Officer
International Finance
and Development Division
Department of Finance

Mr. Brian Herman
Deputy Director
Energy and Environment Division
Department of External Affairs

Ms. Julie Vandershot
Analyst
International Policy Branch
Environment Canada

DENMARK

Mr. Niels Bodelsen — Head of Delegation
Deputy Head of Division
Danida

Mr. Soeren Wium-Andersen
Environmental Adviser
Danida

Mr. Ib Petersen
Advisor
Office of the Executive Director
The World Bank

FINLAND

Mr. Jorma Paukku — Head of Delegation
Director
FINNIDA
Ministry of Foreign Affairs

dodis.ch/56493

FRANCE

Mrs. Anne Le Lorier Head of Delegation
Sous-Directeur
Sous-Direction Endettement
et Développement
Direction du Trésor
Ministère de l'Economie, des Finances
et du Budget

Mr. Serge Antoine
Ministère de l'Environnement

Mr. Pierre Pissaloux
Chef du Bureau, F3
Direction du Trésor

Mr. Cazala
Sous Directeur, Environnement
Ministère des Affaires Etrangères

Mr. de Marcq
Ministère de l'Envionnement

Mr. Briodin
Ministère de l'Agriculture et des Forêts

Mrs. Patricia Maugain
Ministère de l'Environnement

Mrs. Barbut
Coordinateur
Caisse Centrale de Coopération Economique

Mrs. Sylvie Chapelaud
Assistante au Bureau F3
Direction du Trésor

GERMANY

Mr. Fritz Fischer Head of Delegation
Deputy Director General
Multilateral Affairs
Ministry for Economic Cooperation

Mr. Szhipulle
Division Chief for Environment
Cooperation Ministry

dodis.ch/56493

GERMANY (Ctdn.)

Mrs. Schudszeara
Ministry of Environment

Mr. Hermann
Ministry of Finance

Mr. Wolfgang Buch
Advisor
Permanent Delegation to the OECD

ITALY

Mr. Giuseppe Maresca — Head of Delegation
First Director
Ministry of the Treasury

Mr. Bruno Mangiatordi
Assistant
Office of the Executive Director
The World Bank

Mr. Francesco Sirabo
Technical Expert
Development Cooperation Department
Ministry of Foreign Affairs

JAPAN

Mr. Junichi Yonezawa — Head of Delegation
Deputy Director General
International Finance Bureau
Ministry of Finance

Mr. Kazuya Murakami
Deputy Director
Development Institutions Division
International Finance Bureau
Ministry of Finance

Mr. Mashio Takahashi
Deputy Director
Development Policy Division
International Finance Bureau
Ministry of Finance

Mr. Akihiko Tanaka
Deputy Director
Research and Programming Division
Economic Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs

dodis.ch/56493

JAPAN (Ctdn.)

Mr. Keizou Inoue
Official
The Economic Affairs Division and
the Global Environment Division
United Nations Bureau
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Koya Ishino
Assistant Director
Planning Division
Environment Health Department
Environment Agency

Mr. Daikichi Momma
Advisor
Office of the Executive Director
The World Bank

THE NETHERLANDS

Mr. R. C. Harkema Head of Delegation
Chief, Sector Programs Coordination and
Technical Advice Department
Ministry of Foreign Affairs

Dr. O. Ruhl
Department Banks and Investments
Ministry of Foreign Affairs

Dr. W. J. Kakebeeke
Director,
International Environmental Affairs
Ministry of Environment

Mrs. A. F. M. Deckers
Acting Chief
Multilateral Financial Cooperation
Ministry of Finance

Mrs. J. Gupta
Technical Advisor

NORWAY

Mr. Kjell Halvorsen Head of Delegation
Deputy Director General
Department of Multilateral
Development Cooperation

dodis.ch/56493

NORWAY (Ctdn.)

Mr. Svein Aass
Advisor
North/South Department

Mr. Trond Folke Lindberg
Executive Officer
Department of Multilateral
Development Cooperation

Mr. Rolf Selrod
Advisor, International Department
Ministry of Environment

SPAIN

Mr. Fernando Lanzas — Head of Delegation
Secretario General Tecnico
Ministerio de Economia y Hacienda

Mr. Roman Martin
Secretario General del Medio Ambiente
Ministerio de Economia y Hacienda

SWEDEN

Mr. Lennart Bage — Head of Delegation
Director
Department for Development Cooperation
Ministry for Foreign Affairs

Ms. Gerd Johnsson
Head of Section
Department for Development Cooperation
Ministry for Foreign Affairs

Mr. Anders Bengtcen
First Secretary
Department for Development Cooperation
Ministry for Foreign Affairs

Mr. Hakan Emsgard
Head of Section
Ministry of Finance

SWITZERLAND

Mr. Louis Currat — Head of Delegation
Division Chief
Swiss Development Corporation

dodis.ch/56493

UNITED KINGDOM

Mr. Robert M. Ainscow Head of Delegation
Deputy Secretary
Overseas Development Administration

Mr. A. J. Bennett
Under Secretary
Natural Resources and Environment Department
Overseas Development Administration

Mr. M. A. Power
Head
International Financial Institutions
Department
Overseas Development Administration

Mr. P. Ward
Desk Officer
Department of the Environment

UNITED STATES

Mr. E. Patrick Coady Head of Delegation
Executive Director
The World Bank

Mr. Timothy Atkeson
Assistant Administrator
Office of International Activities
Environmental Protection Agency

Mr. Andrew Sens
Director
Office of Environmental Affairs
U. S. Department of State

Ms. Anna S. Quandt
Environmental Policy Coordinator
Multilateral Development Bank
Projects Program and Policy
Coordination Bureau
U.S. Agency for International Development

Mr. Nelson Coar
International Economist
Office of Multilateral Development Banks
U.S. Treasury Department

dodis.ch/56493

UNEP

Mr. Yusuf J. Ahmad Head of Delegation
Senior Advisor to the Executive Director
United Nations Environment Programme

UNDP

Mr. Michael Gucovsky Head of Delegation
Deputy Assistant Administrator
Bureau for Programme Policy and Evaluation
United Nations Development Programme

Mr. Chuck T. Lankester
Principal Technical Advisor
Technical Advisory Division